

Déclaration adoptée par le Conseil National du PSU



Pour les Etats généraux de l'autogestion socialiste

La crise économique profonde et durable qui sévit dans notre pays comme dans l'ensemble du monde capitaliste aggrave de façon dramatique la situation de la classe ouvrière et des masses populaires : la montée du chômage dont le chiffre officiel dépasse le million, la hausse continue des prix, l'augmentation écrasante des loyers, des charges, des transports, la résistance accrue du patronat aux revendications salariales, et l'atteinte de plus en plus fréquente aux libertés syndicales, le recours à la violence policière et patronale sont quelques-uns des aspects de l'offensive actuelle de la bourgeoisie qui utilise la crise pour sauvegarder ses profits et son pouvoir.

Cette crise rend plus aiguë encore l'exploitation, l'oppression et l'aliénation que subissent les travailleurs dans le cadre du mode de production capitaliste.

Le capitalisme, sous sa forme nationale et internationale, s'est aujourd'hui saisi dans notre pays de l'ensemble de l'activité, des relations humaines, et des conditions de l'existence quotidienne.

L'Etat et l'ensemble des pouvoirs qui s'exercent à l'entreprise, sur la ville et sur la terre, à l'armée, sur l'information, sur l'enseignement, etc. imposent aussi bien par la répression que par une prétendue participation, un mode de vie destiné à permettre un constant accroissement du profit. Le régime universel de la marchandise ébranle toutes les

institutions et toutes les valeurs, met la société toute entière en état de crise permanente.

Dans tous les secteurs de la vie sociale, des luttes sont engagées qui remettent en cause l'organisation capitaliste du travail, le principe de l'autorité et l'ordre hiérarchique dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'usine, de la terre, de l'école, de l'armée, de la justice, de la condition des jeunes et des femmes, des travailleurs immigrés, de l'oppression économique et culturelle des minorités nationales.

La finalité même de la croissance et de la rationalisation capitalistes est remise en question tant il est manifeste aujourd'hui qu'elles aboutissent à l'irrationalité la plus totale, à la misère

culturelle, à la pollution, à la destruction des cycles écologiques dans le cadre d'une surexploitation imposée aux peuples les plus démunis. Depuis mai 68, les luttes les plus significatives s'orientent vers une solution révolutionnaire globale qui a pour contenu l'autogestion socialiste.

A travers le courant autogestionnaire, se manifeste l'aspiration à un changement fondamental des structures, des rapports entre les hommes et avec la nature, des modes de vie et de civilisation, à une autodétermination complète des peuples et des individus. C'est l'aspiration à une société radicalement nouvelle, une société socialiste autogestionnaire fondée sur l'appropriation sociale des moyens de production et leur gestion directe par les travailleurs déterminant eux-mêmes, dans le cadre d'un plan démocratiquement élaboré, les finalités, les conditions et la rétribution de leur travail. Sur cette base, elle réalise le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, dans les services, dans toutes les institutions, à la ville et au village, au niveau communal, régional et national.

Dans une telle société, l'information et l'expression libres, la liberté d'association, de propagande et d'action syndicale, politique et culturelle doivent permettre d'assurer l'autodétermination de tous, la possibilité d'un développement collectif et d'un épanouissement personnel.

Le PSU appelle tous ceux qui font leur la perspective du socialisme autogestionnaire ; tous ceux qui, à travers les luttes qu'ils mènent déjà pour le contrôle ouvrier et populaire, posent le problème de la transformation des rapports de production et des rapports sociaux, à participer aux Etats généraux pour l'autogestion socialiste.

Ce rassemblement doit manifester la permanence et le renforcement du courant autogestionnaire, son aptitude à constituer face à la crise l'alternative de société, seule capable d'éviter aux travailleurs, à l'immense majorité des femmes et des hommes, la

dégradation continue de leurs conditions d'existence, la perte totale de leurs libertés et de leur humanité, seule capable de leur donner un jour le contrôle de leur devenir social et la maîtrise de leur destin.

Les perspectives qu'apportent actuellement les organisations les plus représentatives de la classe ouvrière ne sont malheureusement pas à la mesure des problèmes qui se posent aux masses populaires.

Dans la mesure où il se donne un objectif socialiste et où il parle d'autogestion, le parti socialiste ne conçoit leur réalisation que comme une étape lointaine qui serait atteinte en gérant l'Etat dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Le parti communiste, lui, conçoit le socialisme comme la mainmise de l'Etat sur les moyens de production et la mainmise du parti « ouvrier » sur l'appareil d'Etat. Tout en affirmant leur accord sur le Programme commun de gouvernement qui s'efforce d'estomper la contradiction entre leurs projets de société, tout en maintenant une stratégie commune dont la clé est la conquête électorale et l'occupation du pouvoir dans ses cadres actuels, Les deux partis entretiennent un conflit permanent pour l'hégémonie sur l'union de la gauche, ce qui rend encore moins « crédible » leur capacité à offrir une véritable alternative politique.

Cette carence qui retentit dangereusement sur les possibilités de mobilisation de la classe ouvrière rend encore plus nécessaire et urgente l'affirmation de la vitalité du courant autogestionnaire et révolutionnaire.

En se manifestant avec force, ce courant montrera qu'il porte en lui les solutions fondamentales à la crise de la société, mais encore il aidera au développement d'une stratégie anticapitaliste offensive, à la convergence et à la coordination des luttes dans la production et hors de la production. Il contribuera à la multiplication d'actions unitaires avec l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations, et dé-

bloquera ainsi une situation dont seul le pouvoir peut tirer parti.

Les Etats généraux pour l'autogestion socialiste s'adressent à tous les militants qui, au sein des organisations de masse, se battent sur la perspective du contrôle et de l'autogestion, à tous ceux qui ont l'expérience des luttes, militants des syndicats, paysans-travailleurs, militants des associations familiales et culturelles, des organisations de jeunes et de femmes, des syndicats et des comités de soldats, des minorités nationales, etc.

Les Etats généraux permettront de resserrer les liens entre l'ensemble des militants qui se situent sur le terrain de la révolution socialiste autogestionnaire. Ils permettront une confrontation des pratiques de luttes de contrôle ouvrier et populaire se déroulant en France dans les domaines les plus divers (luttes sur l'emploi, contre les licenciements et pour l'organisation des chômeurs, pour la formation et l'emploi des jeunes, luttes pour l'emploi et la libération des femmes, luttes dans les secteurs de la santé, de la consommation, du cadre de vie, de l'écologie, et notamment contre l'implantation des centrales nucléaires, luttes dans l'armée, luttes dans le domaine de l'école et de la culture, de la police et de la justice et dans l'ensemble des appareils d'Etat).

En lançant cet appel, le PSU souhaite que de nombreux militants s'associent à cette initiative, afin que se réalise le plus large rassemblement de ceux qui combattent pour le contrôle ouvrier et populaire dans la perspective du socialisme autogestionnaire.

Tous les militants du PSU se mobiliseront pour assurer le succès des Etats généraux de l'autogestion socialiste, conscients de l'importance de cette manifestation pour promouvoir le puissant mouvement autogestionnaire et révolutionnaire dont la classe ouvrière et les masses populaires ont besoin pour abattre la domination bourgeoise et construire le socialisme. ■